



NPA
NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

CTR
Renault
Rueil

l'étincelle

pour la construction d'un parti des travailleurs communiste révolutionnaire

Contact : ecrire@npa2009.org
Consulter : <http://www.npa-auto-critique.org/>

Contact : cr@convergencesrevolutionnaires.org

Lundi 7 octobre 2013

La politique des barbelés

Plus de 300 Somaliens et Erythréens engloutis au large de Lampedusa, aux marges d'une Europe de 500 millions d'habitants, qui déploie des moyens ultramodernes pour refouler ceux qui fuient la misère, la guerre et les dictatures. 17 000 Roms pourchassés de bidonville en bidonville dans une France de 65 millions d'habitants. 150 Syriens fuyant le régime d'Assad, traqués par la police à Calais... Et tant d'autres se fracassant aux barbelés de ces forteresses impérialistes, lesquelles ont construit la richesse de leurs industriels sur le pillage d'autres continents et l'exploitation des immigrés des générations précédentes.

La France, terre d'accueil ?

Mais si, la France est une terre d'accueil, un havre de paix, ouverte sur le monde. Prenez le milliardaire Rifaat el-Assad, par exemple, l'oncle du dictateur syrien. Il possède un hôtel particulier de 7 étages près des Champs Elysées, plus quelques appartements dans les beaux quartiers parisiens et autres demeures... On l'a vu à la télévision ces jours-ci. Et combien de ses pareils ? Aucun problème de papiers pour les monarques du Golfe, les oligarques russes, les milliardaires américains, les dictateurs d'Afrique ou d'ailleurs et autres amis de la France des affaires. Pour ces gens-là, les portes sont grandes ouvertes ! Avec cérémonies et tapis rouges.

Tenez : le 30 septembre, Hollande était à Cherbourg aux côtés du président du Mozambique. Ce dictateur a acheté six navires militaires. Un contrat chiffré en millions d'euros. Une réussite pour les marchands d'armes français... mais un poids bien lourd sur la population de ce pays dévasté, où les plus désespérés iront tenter leur chance ailleurs au péril de leur vie.

La traque pour les plus pauvres

Pour ceux qui fuient les tortionnaires ou la misère, l'Europe, à commencer par la France, n'a rien d'un refuge. Depuis 1988, 20 000 personnes sont mortes en tentant d'atteindre les côtes européennes. Le plus souvent, en silence. Le naufrage de Lampedusa n'en est que le dernier épisode.

Nos dirigeants versent cette fois quelques larmes de crocodile. Mais ce sont eux, les premiers coupables. Eux qui ont mis en place une surveillance des frontières digne d'un temps de guerre, avec patrouilles maritimes et aériennes, et même satellites. Cette véritable traque à l'homme pousse les émigrants à prendre de plus en plus de risques. Ce sont nos dirigeants qui ont édicté des lois crapuleuses aux

conséquences dramatiques. Des pêcheurs italiens qui avaient simplement porté secours à des bateaux en difficulté se sont retrouvés ces dernières années traduits devant des tribunaux, accusés « d'aide à l'immigration clandestine » !

Des lois d'autant plus odieuses et hypocrites, qu'elles permettent au patronat de surexploiter sans entraves les rescapés qu'on préfère « clandestins ».

L'humanitaire de la matraque et des expulsions

Hollande voulait faire de « l'humanitaire » en Syrie. Par des bombardements ? Il y a plus de deux millions de réfugiés syriens, dont 760 000 dans le seul Liban, un petit pays de 4,5 millions d'habitants, et presque autant en Jordanie (6 millions d'habitants). Mais seuls 700 ont été admis en France en 2013. L'humanitaire de Hollande s'est réduit à cette intervention policière à Calais contre une poignée d'entre eux.

Pourtant citoyens européens, les Roms de Roumanie et de Bulgarie se retrouvent aujourd'hui les premiers boucs émissaires de la démagogie politicienne. Valls en a rajouté sur les Guéant et les Le Pen, et pas seulement en paroles. Hollande lui a donné son approbation tacite. On ne compte que 17 000 Roms en France. Et ce serait là le problème ? Vraiment ? Un million de Pieds-noirs venus d'Algérie en 1962 ont été intégrés sans problème en à peine deux ans...

« On ne peut accueillir toute la misère du monde », nous répète-t-on, à tout propos, tout en accueillant tous les riches prédateurs qui se présentent... Les capitalistes savent surtout en créer, de la misère, partout dans le monde.

Ne nous trompons pas : les véritables frontières, ce sont les frontières de classes, celles qui séparent exploités et exploités.

Pour quelques dollars de plus...

Le dispositif d'accompagnement présenté par la direction se réduit à deux mesures minuscules : prime de déménagement pour les uns, prime de mobilité pour les autres. En clair : 1400 euros maximum par salarié, c'est à dire pas grand-chose au regard des frais supplémentaires qu'on risque d'avoir, du temps à perdre dans les transports... Et attention, pas trop d'un coup : cette prime sera versée en deux fois !

Le reste est ridicule, tout comme la dite « prise en charge des frais de déménagement » : un jour de congé et 107 euros par enfant. Mais plus rien à partir du quatrième enfant. Et pas de prime du tout pour les salariés qui ont moins de trois ans d'ancienneté !

Ce dispositif est une provocation : échanger quelques miettes contre un changement de vie ?! Il cherche à diviser les salariés en dizaines de catégories pour éviter que nous nous mobilisions tous ensemble.

L'avis de tous ? C'est NON.

La direction ne nous demande pas notre avis ? On le lui donne. Les résultats du dernier questionnaire sont sans appel : seuls 14 % d'entre nous seraient favorables au déménagement au TCR, et 65 % y seraient opposés. 75 % des salariés pensent que leur temps de transport va augmenter (55 % de plus d'une heure), 61 % considèrent que ce transfert bouleverserait leur vie privée. Si la majorité des principaux concernés est contre, un tel projet mérite la poubelle ? Pourquoi ne pas nous battre ensemble au lieu de nous laisser déplacer de force, les uns après les autres, dans des conditions peut-être différentes d'un cas à l'autre mais toutes aussi inacceptables ?

Cette obscure clarté qui tombe du CCE

Le dernier compte-rendu du CCE ne jure que par la « lisibilité » du projet de transfert. Mais le texte est illisible : la direction jongle avec le « mégazoning », les « salles Obeya », les « boquettes avec écran » et les schémas incompréhensibles pour essayer de cacher ses objectifs véritables.

Pourtant, personne ne sait précisément comment, ni quand le déménagement sera organisé. Il n'y a que le « pourquoi » qui soit limpide : loin de nous simplifier la vie professionnelle, ces grandes manœuvres permettront à la direction de Renault de faire encore plus de profit. Tout le reste, ce sont des dizaines de pages de publicité mensongère. Que la direction remballe ses « boquettes », la plupart d'entre nous préfère rester à Rueil !

Visible à la loupe seulement

La « prime de partage des profits » a bien été versée sur la paye de septembre. Cette prime est obligatoire lorsque les dividendes augmentent par rapport aux deux années précédentes.

A Renault les actionnaires ont touché 508 millions d'euros de dividendes en 2013, contre 338 en 2012 et 88 en 2011. Soit +577 % en 3 ans : qui dit mieux ?! De son côté, la prime est passée de 150 € par salarié en 2011 (soit 6 millions d'euros au total) à 100 € brut maxi cette année. Cherchez l'erreur.

Au pays des bisounours

Quand la direction communique sur l'Observatoire des Emplois et des Compétences du 19 septembre, ça donne ça : « les perspectives compétences de chaque métier » permettront à chacun de « mettre en œuvre son propre projet professionnel », grâce à des « parcours de formation, de reconversion, la construction de parcours professionnels intra et inter métiers »...

La réalité c'est : des mobilités forcées ou bloquées, des collègues qui partent du jour au lendemain, une absence d'accompagnement des salariés, des secteurs en surcharge ou en sous-charge, des réorganisations permanentes... On ne vit dans le même monde.

120 bornes pour les beaux yeux de Ghosn ?

Les salariés de l'atelier d'instrumentalisation moteur de Lardy, menacés d'être déménagés à Cléon en même temps que le service correspondant de Rueil, sont allés parler à deux doigts des moustaches de leurs chefs pour savoir ce qui se trame. Fidèle aux consignes, le directeur de l'ex-Diem est resté dans le vague. Mais ils ont confirmation par le chef de service du projet de transfert à Cléon. Et la seule part de l'activité qui resterait sur place à Lardy devrait être sous-traitée. Les collègues de Lardy n'ont pas l'intention de se laisser déplacer comme des pions. Nous non plus !

Nos collègues de PSA ne se laissent pas faire !

A PSA les débrayages se sont poursuivis, notamment le 3 octobre sur tout le groupe, contre « l'accord de compétitivité » (comprenez blocage des salaires, flexibilité accrue suppressions de RTT...) que PSA veut imposer.

En plus de ce mouvement général, à PSA Poissy des militants syndicaux de SUD font, depuis le 18 septembre, une grève de la faim contre les discriminations syndicales et les conditions de travail harassantes. La direction, furieuse que leur protestation attire la presse, a tenté de les déloger par la force. En vain.

La direction de PSA s'imaginait peut-être qu'avec la fin de la grève d'Aulnay elle allait avoir les mains libres pour continuer ses mauvais coups. C'est raté.

Peuchère !

Varin, Pdg de PSA vient de se faire voler pour 500 000 € de bijoux et billets dans l'une de ses maisons. Ça prouve qu'il les avait, lui qui trouve toujours les ouvriers trop payés. Et lui qui fait presque figure de « pauvre » dans le monde des Pdg, à côté de Ghosn par exemple. Combien les Varin et les Ghosn nous volent-ils tous les jours ?

Un pompier qui mérite notre soutien

A Lardy, Samsic essaye de se débarrasser d'un chef d'équipe qui s'est opposé à la dégradation des conditions de travail des pompiers : nouvelles tâches (fouille de sac, contrôle radar...), modification des horaires, etc. Samsic a d'abord essayé de le muter à 70 kms de chez lui, puis à 120 kms. Et Renault, complice ou donneur d'ordre, avait désactivé son badge.

Pour imposer qu'il soit réintégré dans son poste, une pétition de soutien a été signée massivement par ses collègues de Samsic, et une autre par les salariés Renault.